

Le Mali, « maillon faible » de la lutte contre le terrorisme ?

> **Antonin TISSERON**, Chercheur associé à l'Institut Thomas More

La position du Mali dans le domaine de la lutte contre Al Qaida semble au premier abord ambiguë. Le pays, dont les régions septentrionales sont présentées comme un sanctuaire pour les terroristes d'Al Qaida au Maghreb islamique, est associé aux initiatives algériennes de coopération mais dans le même temps ce sont des troupes mauritaniennes qui interviennent sur son territoire. Si l'engagement du Mali contre le terrorisme islamiste dans la région fait question, les dirigeants de ce pays possèdent toutefois une vision de la sécurité régionale qui n'est pas sans intérêt.



Selon divers observateurs, les sept personnes capturées sur le site minier d'Arlit dans le nord du Niger dans la nuit du 15 au 16 septembre ont été rapidement transférés au Mali, dans le nord-est du pays. Une semaine plus tard, le porte-parole de la Coalition pour le changement au nord du Mali, mouvement touareg aux revendications politiques et ethniques, affirmait que les otages étaient détenus par le terroriste Abdelhamid Abou Zeid, ajoutant que son fief était situé à 70 km d'une base militaire de l'armée malienne au nord du Mali (1).

Si Bamako a mis en place plusieurs initiatives pour combattre l'insécurité affectant le nord du pays (2) et s'est engagé dans les efforts algériens d'implication des pays du Sahel contre le terrorisme islamiste, force est de constater que le Mali cherche à éviter de se trouver seul en première ligne dans la lutte armée contre le terrorisme islamiste. Il est révélateur de voir le 22 juillet des soldats mauritaniens intervenir sur le sol malien (3), tout comme le 19 septembre, ce sont des frappes aériennes mauritaniennes qui ont détruit trois véhicules d'Al-Qaïda au Maghreb islamique dans le nord du Mali. Ce choix fait par les autorités maliennes a plusieurs raisons. Il repose d'abord sur les limites des forces de sécurité maliennes. Si les dépenses militaires du Mali dépassent celles de la Mauritanie, la Mauritanie dispose de 15 870 combattants pour 7 750 pour le Mali (4). De plus, les militaires maliens, malgré les efforts de pays comme les États-Unis et la France – les États-Unis ont livré le 20 octobre 2009, à titre de don à l'armée malienne, 43 pick-up *Land Cruiser* adaptés, des tenues militaires et des moyens de communication de dernière génération pour un montant évalué à 4,5 millions de dollars –, ne disposent pas à l'exception de quelques unités d'une capacité opérationnelle suffisante pour accrocher et détruire les *katiba* terroristes. Ensuite, il est probable que, confronté aux rebellions du Nord et à l'islamisation rampante de la société malienne, les autorités maliennes craignent, au nom de la lutte contre certains éléments criminels se réclamant du salafisme, de nourrir les antagonismes religieux et ainsi de provoquer un embrasement généralisé du pays. Sur

un plan national, les autorités maliennes ont donc fait le choix de privilégier la négociation et la temporisation, d'autant que l'ajournement d'une réforme du code de la famille favorable aux droits des femmes par des imams en 2009 a rappelé le risque réel d'une distanciation de plus en plus prononcée entre les États sahéliens et leurs populations musulmanes, sur fond de présence de prêcheurs pakistanais dans la région.

L'approche malienne de la lutte contre le terrorisme ne saurait cependant se réduire à une faible implication des forces de sécurité maliennes. Le Mali prône une approche régionale globale pour réduire la violence dans la région. À raison, le président malien Amadou Toumani Touré a rappelé sur *TV5* le 17 septembre dernier que le terrorisme n'était « pas un problème malien », s'insurgeant dans la foulée contre une tendance à considérer son pays comme un « maillon faible » et estimant que « le terrorisme se nourrit du sous-développement ». La violence islamiste, les trafics en tout genre, l'absence de contrôle étatique sont des problèmes qui concernent les pays maghrébins et sahéliens et dont la réponse ne peut être seulement sécuritaire. Les réunions de chef d'état-major, des services de renseignement ne sont qu'un préalable à une coopération plus large, ne se limitant ni aux questions sécuritaires, ni aux quelques pays conviés par l'Algérie dans ses initiatives régionales. Pour le Mali, le terrorisme islamiste est un problème régional qui nécessite une approche politique, économique et sociale destinée à réduire les frustrations des populations et nourrissant la dynamique terroriste.

Les enlèvements et les assassinats de ces derniers mois ont rappelé les limites des approches actuelles dans la région. De même, ils alertent sur les conséquences économiques catastrophiques pour la région d'une insécurité chronique, en raison de ses effets sur les programmes de développement et le tourisme, pourtant considéré comme l'un des secteurs les plus dynamiques. En tout cas, le rétablissement de la sécurité n'est qu'un moyen de permettre le développement de la région, développement seul à même de produire une sécurité durable. C'est tout l'intérêt de la stratégie affichée par le président malien que de mettre en avant l'importance d'une approche globale dans la région du Sahel, tout comme d'une coopération régionale la plus large possible, même si cette stratégie ne doit pas masquer la nécessaire amélioration des capacités opérationnelles des forces armées du Sahel, tout comme le règlement de la question touareg.

Malgré l'Accord d'Alger signé en juillet 2006 et l'adoption quelques mois plus tard d'un programme de développement des trois régions du nord sur dix ans (5), de fortes tensions persistent entre les tribus touaregs et le gouvernement malien, tout comme d'ailleurs avec le gouvernement nigérien. Le porte-parole de la Coalition pour le changement au nord du Mali reprochait en avril dernier au gouvernement son attitude à l'égard des Touaregs, notamment l'absence d'application des propositions faites lors des accords précédents (6). Or les pays du Sahel n'ont ni les moyens, ni les capacités de sécuriser leur marche septentrionale et les Touaregs sont les meilleurs connaisseurs du désert. D'ailleurs, les tribus armées par Alger et engagées dans la lutte contre les terroristes d'AQMI ont, semble-t-il, obtenu des résultats significatifs. Surtout, et il s'agit là d'une évolution inquiétante dans la région, les sociabilités anciennes de ce peuple nomade se délitent. Les tribus touaregs sont confrontées, sur fond de pauvreté, à une remise en cause croissante des structures traditionnelles et à l'implication croissante de jeunes touaregs dans les activités criminelles au profit d'AQMI, avec le risque de voir une partie croissante d'entre eux séduits par un discours antioccidental et un islamisme extrémiste (7).

Reste enfin que les obstacles à la coopération demeurent nombreux dans la région. Les relations entre le Mali et l'Algérie sont tendues, pas seulement autour de la stratégie à

adopter mais aussi au sujet de la question touareg et de l'armement des tribus par Alger. De même, la rencontre de Bamako le 13 octobre, rassemblant des experts du groupe d'action antiterroriste des pays du G8 et des représentants du G8 et des pays de la région, a montré les limites de la coopération régionale aujourd'hui. L'invitation a été déclinée par l'Algérie pour deux raisons : le Maroc était présent et Alger estime que les pays africains concernés peuvent résoudre le problème seul. Durant la rencontre, le Mali a également défendu l'idée d'une armée commune aux pays de la région, alors que la Mauritanie réitérait son approche plus offensive de frappes directes sur les groupes armés (8). Or sans coopération régionale dans le domaine sécuritaire, gage d'une réelle amélioration de la sécurité, toute action visant à promouvoir le développement risque fort d'être vouée à l'échec.

Antonin TISSERON

(1) « La Coalition pour le changement au nord du Mali accuse le Mali de complicité avec l'AQMI », *El Khabar*, 22 septembre 2010. En ligne : <http://www.temoust.org/la-coalition-pour-le-changement-au-nord-du-mali-15154>. Abou Zeid est l'auteur de l'enlèvement des sept expatriés d'Arlit. Rigoriste – il a fait remplacer les chants touaregs par la lecture du Coran dans les camps d'entraînement d'AQMI –, il n'a pas fait l'Afghanistan et est considéré comme incarnant la transformation du Groupement salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) en branche d'Al Qaida (importation des méthodes d'Al Qaida, internationalisation du combat).

(2) Parmi ces initiatives, on peut mentionner : l'adoption d'une politique nationale de lutte contre l'insécurité et le terrorisme dans la bande sahélo-saharienne, la mise en place d'une cellule d'analyse et de proposition auprès de la présidence malienne et le lancement d'un programme d'urgence pour la réduction de l'insécurité et la lutte contre le terrorisme dans le Nord-mali (PIRIN, période 2010-2012).

(3) À l'issue de ce raid, six combattants d'Al Qaida auraient été tués.

(4) Jean-Pierre Filiu, *Could Al-Qaeda Turn African in the Sahel ?*, Carnegie Endowment for International Peace, juin 2010, p. 8. En ligne : http://www.carnegieendowment.org/files/al_qaeda_sahel.pdf. Le Niger possède quant à lui 5 300 combattants. À titre de comparaison, l'Algérie dispose de 178 000 militaires et la Libye de 76 000.

(5) Les Accords d'Alger pour la restauration de la paix, de la sécurité et du développement dans la région de Kidal, sont des accords fixant les modalités du développement du nord Mali. Selon le quotidien malien *L'Indépendant*, l'Algérie se serait retiré de cet accord au début de l'année 2010.

(6) Hama Ag Sid Ahmed (porte-parole des Touareg du Nord-Mali), « L'impasse nous pousse à nous réorganiser militairement », entretien réalisé par *El Watan*, 21 avril 2010. En ligne : <http://www.temoust.org/hama-ag-sid-ahmed-porte-parole-des-touareg-14388>.

(7) Maurice Freund, « Niger : "C'est une entrée en guerre qui se dessine" », entretien réalisé par David Servenay pour *Rue89*, 22 septembre 2010, en ligne : <http://www.rue89.com/2010/09/22/niger-on-risque-une-somalisation-de-la-region-167787>. Voir également : Isabelle Mandraud, « Al-Qaida, une tentation pour de jeunes touaregs », *Le Monde*, 14 octobre 2010.

(8) Laurence Aïda Ammour, *La Mauritanie au carrefour des menaces régionales*, CIDOB, octobre 2010, p. 3. En ligne : http://www.cidob.org/ca/publicacions/notes_internacionals_cidob/n1_19/la_mauritanie_au_carrefour_des_menaces_regionales.